

The background is a vibrant green-to-teal gradient. A large, faint, light-green lightning bolt is oriented vertically, pointing downwards. Scattered around the central text are various white icons: a car with a charging cable, a sun with rays, a hand holding a plant, a single leaf, a water drop, a bicycle, a wind turbine, a factory with smoke, a fist, and a solar panel.

LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE À L'ÉPREUVE DES FAITS

Fossiles, nucléaires, renouvelables :
comparer pour comprendre

Le concept de souveraineté énergétique remplace peu à peu celui de transition énergétique dans les discours sur l'énergie. Il nomme les ministères, oriente les rapports parlementaires et les débats publics. Pourtant, ses usages font apparaître un concept mal défini et souvent mobilisé en appui à des discours parcellaires, voire à des propositions en contradiction avec ses objectifs supposés.

Mais que sait-on réellement de la souveraineté énergétique de la France et de l'Europe ?

Que dire de la vulnérabilité de notre système énergétique ? À quel point la France et l'Europe maîtrisent-elles les chaînes de valeur de l'énergie ? Quelle est la situation commerciale de ces chaînes de valeur ? Quel est l'impact des énergies fossiles, renouvelables et nucléaires sur chacun de ces paramètres ? Et surtout, quelles pistes permettent de répondre à ces enjeux ?

Pour le savoir, nous avons recensé et comparé les chiffres issus de rapports d'administrations, d'agences européennes, des entreprises ou encore des douanes, ainsi que les informations qualitatives pertinentes pour les 3 filières énergétiques majeures : énergies fossiles, nucléaire et renouvelables.

La comparaison des données disponibles permet de sortir des idées reçues et de construire un projet solide pour la souveraineté énergétique.

Si tous les experts s'accordent à constater qu'une souveraineté intégrale ou autarcique est inenvisageable, nous montrons que les moyens existent pour la renforcer. La clé se trouve dans la transition vers un système énergétique sobre et basé sur des ressources et de la production locales.

DÉFINITION

LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE SELON LE RÉSEAU ACTION CLIMAT

La souveraineté énergétique est la **capacité à mettre en œuvre les choix énergétiques** permettant l'accès à l'énergie pour tous, et répondant aux objectifs de politique énergétique, à l'échelle adéquate (européenne, nationale, locale).

Elle est une **condition de la souveraineté en général**, la capacité d'un territoire à appliquer des décisions. Elle se lie de façon indissociable à d'autres formes de souveraineté (numérique, financière, industrielle...).

La souveraineté énergétique s'envisage à différentes échelles d'espace (local, national, européen) et de temps (continuité d'approvisionnement, stocks moyen terme, filières industrielles...).

Dans une perspective de transition écologique juste, la recherche de la souveraineté énergétique implique :

- D'œuvrer au respect des **limites planétaires**
- De **réduire les vulnérabilités internes et externes** du système énergétique, et de minimiser les dépendances à des matières sur lesquelles l'on n'a pas de maîtrise. Réduire également l'incidence de ces dépendances sur le système énergétique (production, acheminement, consommation).
- De **permettre un contrôle démocratique des choix** relatifs au système énergétique, et la mise en œuvre d'une vision à long terme guidant les évolutions du système énergétique.
- De **penser la souveraineté de tous les peuples**, la souveraineté des uns s'arrêtant là où celle des autres commence.
- De permettre un accès à **l'énergie propre et abordable** pour tous.

1 La souveraineté énergétique est minée par la dépendance aux énergies fossiles

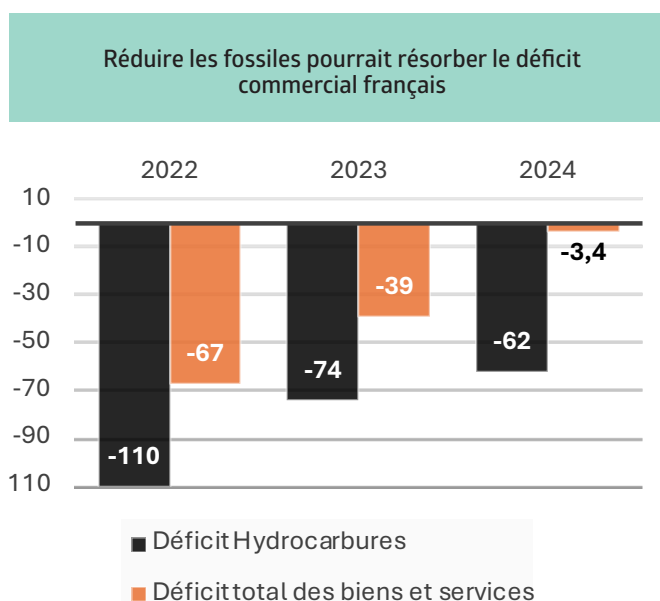
L'Union européenne dépend à 75 % de pétrole produit hors du continent, et à 55 % pour le gaz. La France, elle, ne produit presque pas de gaz ou de pétrole. Les stocks entretenus par les États européens disponibles en cas de rupture d'approvisionnement ne dépassent pas les 3 mois d'autonomie.

Presque 60 % de l'énergie utilisée en France étant encore d'origine fossile, les variations du cours du pétrole, et les risques liés à l'approvisionnement en gaz sont des problèmes majeurs.

En France, les importations de gaz et de pétrole ont représenté presque 2 fois le montant du déficit commercial sur les biens et service en 2022 et 2023.

En d'autres termes, les énergies fossiles sont le talon d'Achille de la souveraineté énergétique française et européenne.

Éliminer rapidement ces énergies de nos systèmes énergétiques doit être la priorité d'une politique visant la souveraineté énergétique.



2 La sobriété et les économies d'énergie sont un chemin rapide vers la souveraineté

La sobriété désigne toutes les mesures à même de réduire les consommations d'énergie, de biens et de matière. Elle permet, avec les actions d'efficacité énergétique, d'éviter l'accroissement des consommations d'énergies, et de réduire les besoins existants.

La minimisation de nos consommations d'énergie, de biens et de matières est un levier majeur au service de la souveraineté énergétique. Lorsqu'elle cible en priorité les consommations les plus intensives, concentrées chez les ménages les plus aisés, elle est le premier outil pour la résilience, la réduction de nos déficits commerciaux et de nos dépendances extérieures.

Ainsi, un plan de sobriété de court terme ambitieux pourrait permettre l'économie de 20 % des consommations de gaz en France, évitant l'importation de 3,5 Md€/an de gaz, ainsi que 800 M€/an de pétrole brut. A plus long terme, les potentiels sont encore plus élevés.

La réduction de la demande entraîne également l'allongement de la durée de vie des stocks d'hydrocarbures, et augmente la résilience face aux chocs.

Enfin, œuvrer à la réduction des besoins en biens et en matières, et à la circularité de l'économie, en améliorant la durée de vie, la réparabilité et le recyclage des biens usagés est un levier majeur pour la souveraineté. Il permet de réduire la dépendance à des industries étrangères. Vu l'insuffisance des gisements primaires en Europe, le recyclage des matières premières de la transition est essentiel pour garantir une production locale.

La sobriété permet de mieux couvrir les besoins en énergie, en biens, et en matières avec des ressources et des capacités industrielles locales, et d'améliorer ainsi la souveraineté énergétique de la France et de l'Europe.



3 Les énergies renouvelables rendent possible l'amélioration de la souveraineté énergétique



Les énergies renouvelables sont par définition les seules qui se basent sur des ressources locales pour produire de l'énergie. Cette caractéristique fait d'elles un pilier de la souveraineté énergétique.

D'abord, elles permettent à la France et l'Europe de s'abstraire des flux constants d'importations qu'imposent le recours aux énergies fossiles ou, dans une moindre mesure, à l'électricité nucléaire. En effet, une éolienne ou un panneau solaire produisent pendant 20 ans ou plus une fois installés, sans importations.

Ainsi, nous estimons que l'importation et l'installation d'une éolienne permet d'éviter l'importation de 3 fois et demie sa valeur, sur sa durée de vie, à condition de permettre un remplacement efficace de gaz fossile importé.

Les énergies renouvelables dépendent de chaînes de valeur industrielles que l'Europe maîtrise en partie.

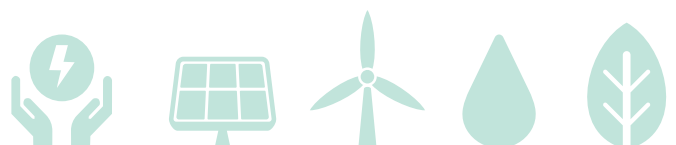
L'Europe est par exemple largement exportatrice d'éoliennes (2,3M€ en 2024), et la France d'éoliennes en mer (plus de 900 M€ en 2023).

L'Europe maîtrise mal la chaîne de valeur des panneaux photovoltaïques, mais elle bénéficie largement de la chute drastique des prix des panneaux chinois, et reste dans la course pour la production d'onduleurs.

L'avenir des filières industrielles des énergies renouvelables en France dépendra largement des politiques mises en œuvre au niveau européen, et de la capacité à penser une politique industrielle cohérente, articulant soutien à la production et renforcement de la demande intérieure.

Bien sûr, le développement des énergies renouvelables doit se faire dans de bonnes conditions pour être efficace. En particulier, les énergies reposant sur la biomasse doivent être gérées durablement pour ne pas menacer le renouvellement des ressources, tandis que la planification d'un mix équilibré de moyens de production et de flexibilités est indispensable pour la production d'électricité renouvelable.

Les énergies renouvelables contribuent très largement à la souveraineté énergétique de la France et de l'Europe, en s'appuyant sur des chaînes de valeur aux dépendances étrangères bien moins contraignantes que les autres énergies, et en permettant de réduire rapidement les importations.



4

La transition énergétique doit s'appuyer sur l'électrification sobre des usages

La sortie des énergies fossiles passe pour une grande partie par leur remplacement par de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables dans un grand nombre d'usages : électrification des véhicules, pompes à chaleur, procédés industriels électriques, etc.

Évidemment, renforcer la place de l'électricité dans notre système énergétique renforce les risques associés à une coupure de courant, c'est-à-dire le caractère critique du système électrique. La modération de la demande en énergie, y compris en électricité, permet de mieux gérer les risques.

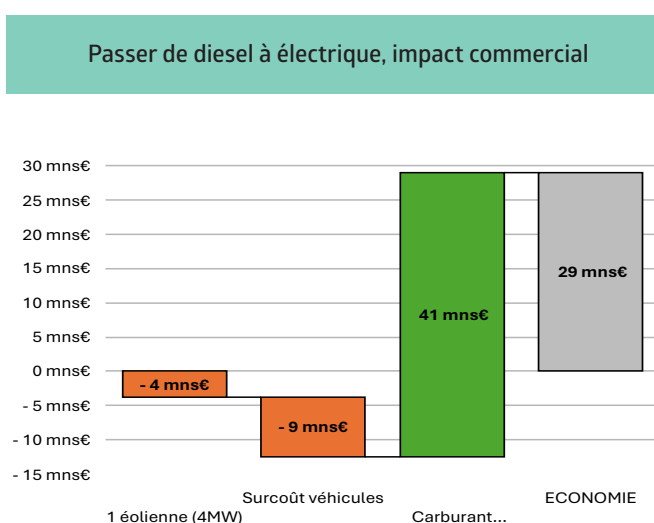
Le remplacement du gaz et du pétrole par de l'électricité repose sur de nouvelles chaînes de valeur, et de nouveaux flux de biens et de matière.

Si l'industrie des pompes à chaleur est relativement bien maîtrisée par la France et l'Europe, elle fait aujourd'hui face à une demande européenne plutôt en berne.

Nous estimons que l'importation de voitures électriques, et d'une éolienne pour les alimenter, permettrait de réduire les importations de jusqu'à 130 % de leur valeur, grâce aux économies en carburant et voitures thermiques importés.

Enfin, l'électrification, par le renforcement nécessaire des réseaux et la multiplication des batteries (notamment pour les véhicules), crée des tensions importantes sur l'approvisionnement en certaines matières premières. **C'est bien l'électrification, et non le développement des renouvelables qui pose les plus grands enjeux vis-à-vis des ressources.** La sobriété s'impose encore pour réduire ces besoins que l'Europe ne pourra pas couvrir par une production domestique.

Pour réaliser une transition juste vers la souveraineté énergétique, l'industrie européenne doit favoriser des biens plus abordables et moins consommateurs de ressources et d'énergie, en particulier pour les véhicules électriques.



5 L'échelle européenne, un angle incontournable de la souveraineté



Alors que les discours français se concentrent sur l'échelle nationale de la souveraineté énergétique, celle-ci ne peut être pensée en dehors des enjeux européens. L'interconnexion des réseaux de gaz et d'électricité rend incomplète toute approche du sujet qui s'arrêterait aux frontières de la France.

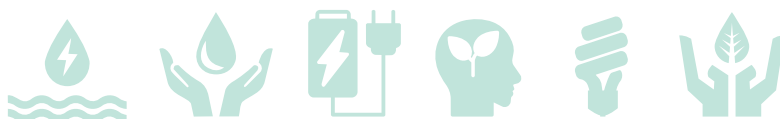
De plus, l'Europe dispose des moyens nécessaires pour mettre en place une réelle politique industrielle pensant l'offre et la demande, au service de la souveraineté énergétique de ses membres et de ses partenaires.

L'Europe reste dépendante à l'extérieur pour son gaz, son pétrole, ainsi que son uranium et même une partie de son combustible nucléaire, tandis que la Chine se positionne sur les chaînes de valeur de la transition.

En réponse, l'Europe est en mesure d'organiser sa souveraineté. D'abord, elle doit appliquer les objectifs de réduction de sa consommation d'énergie et mettre en place un plan de sobriété en biens et en matières. De même, elle doit éviter le renforcement des infrastructures qui entretiennent ses dépendances (terminaux GNL, réacteurs nucléaires...). Ses besoins ainsi limités, l'Europe pourra plus aisément les couvrir par sa propre production industrielle.

La préservation d'une industrie européenne compétitive sur l'éolien, et le soutien à la réémergence d'une industrie photovoltaïque performante passent probablement par des critères de préférence locale, mais aussi par la garantie du maintien ou du renforcement des rythmes d'installation, de même que par des choix technologiques adéquats. De même, l'organisation d'une production locale d'équipements pour une électrification sobre et efficace favorisant l'utilisation de matières recyclées sera toujours plus efficace à l'échelle européenne.

Une souveraineté énergétique basée sur une coopération industrielle, commerciale et diplomatique à l'échelle européenne offre de meilleures chances de succès.



6 Une souveraineté énergétique européenne robuste doit œuvrer à la souveraineté des pays du Sud



Historiquement, la construction de la souveraineté énergétique européenne s'est faite aux dépens de celle d'autres territoires. En effet l'approvisionnement de l'Europe en gaz, pétrole ou uranium repose sur des activités d'extraction conduites à l'étranger, souvent héritées de l'époque coloniale, et qui ne permettent généralement pas le développement économique souverain des territoires concernés.

La perspective d'une transition énergétique juste et souveraine impose de construire dès aujourd'hui des partenariats équilibrés avec les pays du Sud.

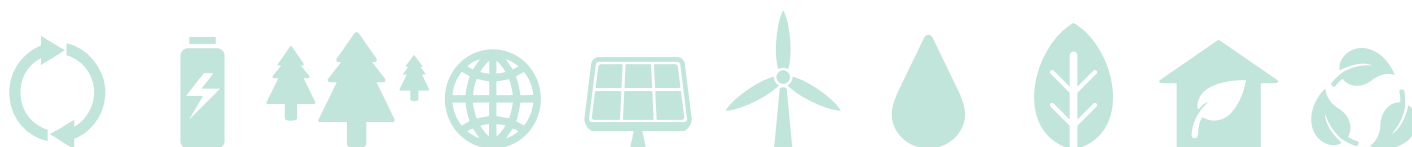
La transition énergétique est une urgence pour mettre fin à l'extraction massive et constante sur laquelle repose l'utilisation des hydrocarbures, et dans une moindre mesure de l'uranium. Cependant, les nouveaux besoins en matières premières liés à l'électrification et au développement des énergies renouvelables, nécessitent de développer de nouvelles activités d'extraction. **Reproduire des dynamiques déséquilibrées pour l'extraction de matières critiques est une impasse diplomatique et constitue une vulnérabilité majeure.**

La France et l'Europe sont aujourd'hui prises entre une concurrence internationale plus attrayante, et un héritage historique poussant de nombreux États à rompre les échanges avec elles. Pour établir des partenariats robustes et durables, elles doivent œuvrer à la mise en place d'un cadre international permettant l'accès de tous à une énergie propre et locale.

Pour cela, la France et l'Europe doivent d'abord contribuer à réduire la pression à l'extraction en modérant leurs besoins en matières critiques par des efforts de sobriété et de recyclage.

Cela passe également par le maintien et le renforcement de cadres imposant aux multinationales européennes le respect de l'environnement et des droits humains dans les pays d'extraction.

La France et l'Europe doivent enfin soutenir l'élaboration d'un cadre international équitable et la mise en place de transferts technologiques et financiers permettant un développement souverain et soutenable dans les pays du Sud.



Le Réseau Action Climat, fédération de 37 associations nationales et locales, lutte contre les causes du changement climatique, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International, réseau mondial de plus de 2 000 ONG. Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, l'industrie lourde et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre le changement climatique et ses impacts.

Coordination et rédaction : Bastien Cuq, Responsable Énergie, Réseau Action Climat

Remerciements : merci à celles et ceux qui ont participé à la rédaction de ce rapport.

Hélène Gassin (administratrice), Yves Marignac (expert et porte-parole), Judith Pigneur (cheffe de projet Minimal) et Mahel Gonzales-Mortreux, chargé de plaidoyer de l'association [négaWatt](#).

Anna-Lena Rebaud, chargée de campagne des [Amis de la Terre France](#)

Myclé Schneider, consultant et expert de l'industrie nucléaire, [WNISR](#)

Pauline Boyer, chargée de campagne Énergie de [Greenpeace France](#)

Alain Deneault, philosophe et auteur, [De quoi total est-elle la somme ?](#)

Madeleine Peron, responsable de programme Transition écologique et sociale & Politique industrielle, [Institut Veblen](#)

Damien Renault, administrateur, [RSDN](#)

Vincent Delporte, directeur des affaires publiques, [HoloSolis](#)

Marc Jedliczka, expert énergies renouvelables

Olivier Blamangin, militant associatif et syndical

Solenn Marrel, graphiste

Toute l'équipe de Datagora

Février 2026

ISBN 978-2-919083-15-2

NOUS CONTACTER

Réseau Action Climat-France
Mundo M
47 Avenue Pasteur
93100 Montreuil
Tél. : 01 48 58 83 92
contact@reseauactionclimat.org

NOUS SUIVRE



[@reseauactionclimat.org](https://twitter.com/reseauactionclimat.org)



[ReseauActionClimat](https://www.facebook.com/ReseauActionClimat)



[ReseauActionClimat](https://www.instagram.com/ReseauActionClimat)



[reseau-action-climat](https://www.linkedin.com/company/reseau-action-climat)

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le changement climatique

